

SITUATION EN CÔTE D'IVOIRE
AFFAIRE
LE PROCUREUR c. LAURENT GBAGBO

ANNEXE 48
PUBLIQUE

Article intitulé « Libération des Pro-Gbagbo/ Alassane Ouattara (Pr de la République) : « Que la justice accélère les procédures » » publié le 8 août 2013 dans le journal Soir Info n°5664

Libération des Pro-Gbagbo/ Alassane Ouattara (Pr de la République) :

«Que la justice accélère les procédures»

A propos de la Cdvr : «Je souhaite que la Commission continue...»

Kisselminan COULIBALY

Le chef de l'Etat a considéré comme un « acte d'apaisement » le fait que la justice ait accordé la liberté provisoire à une dizaine de partisans de l'ancien président Laurent Gbagbo, pour beaucoup, en détention, depuis la fin de la crise post-électorale. Alassane Ouattara était interviewé, le mercredi 7 août 2013, par deux journalistes, l'un de la télévision nationale, l'autre du quotidien gouvernemental, quelques heures après la cérémonie officielle marquant les 53 ans d'indépendance de la Côte d'Ivoire. « Je considère que ce n'est pas bon d'avoir des per-



« Nous devons poursuivre cette réconciliation avec acharnement », a dit le chef de l'Etat, à la télévision nationale. (Ph. d'Archives)

Défense, sécurité/ Le président Ouattara:

«La Côte d'Ivoire est protégée et elle est en sécurité»

« Nous avons des régions militaires qui sont tenues, nous avons développé la surveillance du territoire à l'Ouest et à l'Est avec des bataillons de sécurisation. Donc la Côte d'Ivoire est protégée. Elle est en sécurité grâce à sa police et à sa gendarmerie ». Ces assurances sont du président de la République, Alassane Ouattara. Il les a données, le mardi 7 août 2013, lors de l'interview radio-télévisée qu'il a accordée aux médias d'État (Rti et Fraternité Matin). Toutefois, il a souligné que « le travail de formation des militaires doit continuer. Et surtout leur donner un meilleur cadre de vie. Nous avons trouvé une armée, des soldats qui n'avaient pas de tenues, pas de chaussures ; sur les frontières, pas de moustiquaires (...) mais l'armée peut me faire confiance ». Il a promis de faire en sorte que ce cadre soit amélioré durant son mandat. S'agissant de la question relative au désarmement, à la démobilisation et la réinsertion des ex-combattants, le chef de l'Etat a reconnu qu'elle est un problème difficile. La complexité, selon lui, vient du fait que ces soldats n'appartiennent à aucun corps des Forces armées nationales. « Aujourd'hui, malgré tous les efforts qui ont été faits, il nous reste à démobiliser 64 777 personnes, et qui ont des armes. Alors, la démobilisation, elle est difficile. Parce qu'il s'agit de jeunes qui n'ont fait que cela depuis des années. Elle est complexe, parce que c'est sur toute l'étendue du territoire national. Mais elle est également coûteuse », a laissé entendre le chef de l'Etat. Cependant, le président Ouattara a relevé qu'à ce niveau il y a eu des progrès, avec la création de l'Autorité chargée de ces questions, la démobilisation de 5000 ex-combattants et la récupération de 5000 armes. A cela, il a ajouté l'intégration



Des forces spéciales: une contribution sûre pour le renforcement de la sécurité. (Ph. Koné A. Karim)

de bon nombre d'entre eux dans l'Armée. Les efforts, a souligné le numéro 1, seront poursuivis et nécessiteront la bagatelle de 85 milliards F CFA. La communauté internationale, a confié le chef de l'Exécutif ivoirien, contribuera à hauteur de 80 % en ce qui concerne ce montant. « Il faut absolument que ces jeunes gens trouvent du travail », a fait remarquer le président de la République qui a promis qu'avec les grands projets en cours, beaucoup seront intégrés dans le tissu social. Parant de l'Armée nationale qui compte 27 mille hommes, le chef de l'Etat n'a pas caché le fait que, intégrer deux armées, n'a pas été une tâche aisée. Si au départ la dénomination Frci (Forces républicaines de Côte d'Ivoire), avait une mauvaise connotation, aujourd'hui, a admis le chef suprême des armées, cela est accepté et il n'a pas, a-t-il dit, l'intention de décider seul du sujet. « C'est qu'au départ y avait eu une connotation négative. Mais ceci disparaît avec la professionnalisation du comportement des militaires. Ce sont des questions dont le Conseil national de sécurité doit débattre. Je ne prends jamais ces décisions seul. D'ailleurs, a souligné le prési-

dent Ouattara, cette armée est bien structurée.

A propos de la réforme de la sécurité dont il préside le conseil national, le président de la République a fait savoir qu'elle est importante et que cela a fait l'objet d'un examen récemment. « Nous avons un document cadre maintenant qui a été adopté, et qui permettra de dire : "voilà dans 5 ans, dans 10 ans les effectifs que nous aurons dans notre armée, voici dans 5, 10 ans ce que nous allons dépenser (...) Sur les trois ans à venir, selon ce document, c'est 1 million de dollar soit 500 milliards de FCFA que nous allons dépenser pour la police, la gendarmerie et l'armée pour les équipements : des motos, des 4x4, des chars, des avions etc. Nous avons déjà ce budget. Nous avons également l'évolution des effectifs ; combien de personnes partiront à la retraite, combien nous allons recruter. Nous allons absorber ces jeunes gens qui ont fait partie des deux armées ». Le chef de l'Etat a espéré le soutien de la communauté internationale pour le financement du programme et la formation des militaires.

A. BOUABRE

sonnes de ce rang en prison mais la crise électorale devait passer par là. Il y a eu une tentative de déstabilisation d'un régime démocratiquement élu. Maintenant, cette page est tournée. La justice continue. Je souhaite et je leur ai demandé que tout soit mis en œuvre pour qu'on vide ce dossier d'ici à la fin de l'année. J'espère que la justice va pouvoir y arriver. Mais, fondamentalement, c'est aussi un acte d'apaisement. La justice a fait un travail qui rencontre mon souhait. Je m'en réjouis. Je souhaite, à nouveau, que la justice accélère les procédures pour qu'en fin d'année, en début d'année prochaine, nous ayons vidé ce dossier des prisonniers de la crise post-électorale », a dit le numéro 1 ivoirien. Relativement à la réconciliation, Alassane Ouattara a déclaré que le processus était en cours et qu'il y croyait. « Nous devons poursuivre cette réconciliation avec acharnement. Moi, j'y crois. Je continuerai de dire que nous en avons besoin. Je continuerai de faire ce que je peux de ma position de président de la République », a encore dit le chef de l'Etat. Il s'est prononcé sur le mandat de la Commission dialogue-vérité-réconciliation (Cdvr) qui arrive à son terme, au mois de septembre prochain : « La Commission fait du bon travail. C'est un travail méthodique, un travail d'organisation, de localisation à l'intérieur. Maintenant, la Commission est en train de rédiger son rapport. Il me sera déposé en septembre. A partir de là, nous déciderons, ensemble, avec la Commission, avec le gouvernement, de la meilleure manière de

procéder. S'il faut continuer ou pas. Je n'ai pas d'a priori. Je souhaite que la Commission continue ce bon travail qu'elle fait ».

Interrogé sur la cohabitation entre la Cdvr et le Programme national de cohésion sociale (Pncs), Alassane Ouattara a relevé que « la Cdvr, c'est du court terme » tandis que « le Pncs va durer des années ». « La Commission a fait ce que j'ai indiqué : l'organisation, la réflexion, la préparation d'un certain nombre d'axes d'actions pour le futur. Le Programme national de Cohésion sociale, comme son nom l'indique, fait de la cohésion, entreprend des mesures précises pour soulager des familles, des victimes, de préparer le long terme, le moyen terme pour les familles des victimes. Ce sont, en réalité, des structures qui sont complémentaires, donc, il n'y a pas du tout de difficulté à voir ces deux structures. D'ailleurs, le Pncs est financé essentiellement par l'extérieur... », a expliqué le président de la République. Il a, par ailleurs, abordé la question du dialogue politique et est revenu sur le boycott du Front populaire ivoirien aux législatives puis aux municipales. « La participation d'un parti politique à une élection n'est pas obligatoire en Côte d'Ivoire. Le vote d'un citoyen n'est pas obligatoire » comme c'est le cas ailleurs, a dit Ouattara. Il a soutenu, cependant, que ces différents boycotts du Fpi ne devraient pas freiner la volonté des autorités « de faire en sorte que pour les prochaines élections, tous les partis puissent y partici- per ».

AUJOURD'HUI DANS STARS MAGAZINE

Star ACCUSÉ DE VIOL
UN FOOTBALLEUR PROFESSIONNEL ARRÊTÉ...
ORIENTATION SEXUELLE
LE PATRON DES HOMOS DE CI PARLE
"LA CÔTE D'IVOIRE SERA UN ELDORADO POUR NOUS"
GBI DE FER RÉAGIT "ON VA LES CHASSER..."
BONIFACE - EXCELL LEURS FOYERS EN DANGER
VIE DE COUPLE
DES FEMMES MARIÉES ÉVOQUENT LEUR INFIDÉLITÉ